

Le « bougé » écologiste de la CGT crée des remous en interne

Le rapprochement décidé par Philippe Martinez entre le syndicat à la culture industrialiste et des ONG comme Greenpeace passe mal auprès de certaines fédérations.

Par [Bertrand Bissuel](#) et [Raphaëlle Besse Desmoulières](#) Publié hier à 09h55

C'était leur premier déplacement en commun. A l'origine du collectif Plus jamais ça, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, Jean-François Julliard, numéro un de Greenpeace France, et Aurélie Trouvé, coprésidente d'Attac, accompagnés d'autres responsables associatifs, ont accordé leur agenda pour se retrouver, vendredi 16 octobre, dans une papeterie à l'arrêt, à Grand-Couronne (Seine-Maritime). Les portes de l'usine de Chapelle Darblay, la seule en France à produire du papier journal 100 % recyclé, se sont refermées en juillet, 218 salariés ont été licenciés et des équipes CGT se battent, depuis, pour faire revivre le site.

La centrale dirigée par M. Martinez a proposé ce lieu où ses troupes sont en force. « *On est venus pour voir concrètement sur le terrain de quelle façon on peut matérialiser le jour d'après. Ici, c'est une très bonne illustration pour voir comment conjuguer urgences sociale et climatique* », explique le leader de la CGT, avant de s'engouffrer dans les immenses hangars où le silence a remplacé le bruit des machines.

Lire aussi [« Face à la crise, il faut sortir du système néolibéral et productiviste »](#)

Lancée fin 2019, la démarche a débouché sur un texte commun, publié fin mars. Paraphé par une vingtaine d'organisations, le document appelle à apporter « *une réponse démocratique, sociale et écologique à la crise* », avec 34 mesures pour en sortir. « *On a vu qu'il y avait plus de sujets qui nous rassemblent que de sujets qui nous divisent* », assure M. Martinez.

Le nucléaire, pomme de discorde

Ce rapprochement inédit, notamment entre la CGT et Greenpeace, qui ont le nucléaire comme pomme de discorde, a déclenché un débat animé à l'intérieur du syndicat. En particulier début juin, lors d'une réunion du Comité confédéral national (CCN), le « parlement » de l'organisation. Si l'on se fie au compte rendu des interventions dans le magazine *Le Peuple*, « *organe officiel de la CGT* », ceux qui approuvent Plus jamais ça ne sont pas isolés. Se coaliser avec des ONG peut aider à établir le lien avec « *des salariés qui ne se retrouvent pas dans le syndicalisme ou des jeunes plus sensibles aux enjeux* » environnementaux, a argumenté Samantha Dumousseau, responsable de l'union départementale (UD) de Charente. C'est un point d'appui « *sur lequel il faut que nous construisions le jour d'après* », a renchéri Jean-Marc Canon (syndicats de l'Etat).

Lire aussi [De la CGT à Greenpeace, une alliance inédite entre syndicats et mouvements écologistes](#)

Mais ils sont aussi plusieurs à exprimer leur étonnement face à une initiative, à leurs yeux, insuffisamment débattue en interne : elle risque d'être vue comme « *une démarche de sommet, coupée ou incomprise par les syndicats* », a indiqué Cédric Caubère, le dirigeant de

l'UD de Haute-Garonne. Depuis la loi de 2015 sur la transition énergétique, *« nous n'avons pas rediscuté de façon concrète de ces enjeux, à l'échelon confédéral »*, confie au Monde Sébastien Ménesplier, secrétaire général de la fédération mines-énergie. *« La CGT a donc besoin d'avoir une position, poursuit-il. Quand elle cosigne un texte avec Greenpeace, nos adhérents dans la filière du nucléaire se disent que les orientations du syndicat ont changé. Il faut que nous ayons une réflexion, pour déterminer ce que nous avons en commun avec cette ONG ou d'autres. »* Au sein de sa fédération, M. Ménesplier ne voit *« guère de raisons de travailler avec Greenpeace »* sur la question de l'énergie atomique.

Régulièrement bousculé par son aile gauche, M. Martinez aurait-il été tenté de passer par-dessus ses instances sur un thème qu'il savait miné ?

Régulièrement bousculé par son aile gauche, M. Martinez aurait-il été tenté de passer par-dessus ses instances sur un thème qu'il savait miné ? C'est le reproche que lui a adressé, lors du CCN de juin, Laurent Brun, le patron de la fédération des cheminots : *« Nous sommes très en colère sur ce que nous interprétons comme des coups de force sur des virages politiques de la confédération »*, a dénoncé celui qui est parfois présenté comme un prétendant au poste de secrétaire général de la CGT.

Au-delà des critiques sur le manque de concertation en interne, dont certaines émanent d'opposants à M. Martinez, il y a surtout des interrogations de fond sur l'emploi. *« Des démarches, comme celles qui ont été impulsées avec Greenpeace, sont intéressantes, déclare au Monde Mohammed Oussedik, le leader de la fédération verre-céramique. Le syndicalisme ne peut pas rester dans l'entre-soi, le social et l'environnement doivent être pensés ensemble. Mais on ne peut pas, comme ça, tirer un trait sur des industries qui ont un avenir. Il faut les laisser opérer des transitions. »*

« Une contradiction »

Tous ces remous ne surprennent nullement Françoise Piotet, professeur émérite à Paris-I. *« La CGT s'est longtemps vécue comme devant avoir le monopole du discours légitime sur la transformation sociale »*, rappelle-t-elle. Le fait que le syndicat noue des alliances avec des acteurs de la société civile ébranle, du même coup, les représentations de bon nombre de ses membres. En outre, l'irruption de la question écologique remet en cause des repères. *« Depuis les origines, la culture dominante de cette organisation est ouvriériste, industrialiste et pour le progrès qui va libérer l'humanité de son asservissement à la nature, ajoute la sociologue. La relation à l'environnement telle qu'on en parle aujourd'hui est quelque chose qui ne va pas de soi, au moins au niveau confédéral. »*

L'écologie est un thème délicat à aborder à la CGT, *« car ce syndicat a vraiment pris de l'importance en augmentant fortement le nombre de ses adhérents dans la métallurgie, au moment du Front populaire puis après la Libération »*, enchaîne Jean-Marie Pernot, de l'Institut de recherches économiques et sociales. *« Parler de décarbonation ou de verdissement de l'économie, ce n'est pas rien pour une organisation profondément marquée par le développement industriel : elle se retrouve face à une contradiction, compliquée à gérer, car des dizaines de milliers d'emplois sont en jeu »*, complète-t-il. En filigrane, il y a le souvenir des bastions ouvriers, *« qui se sont effondrés à partir des années 1970 alors qu'ils constituaient une large partie du socle de la CGT »*.

Lire aussi [Tensions sur la ligne à la CGT](#)

M. Martinez, lui, semble vouloir maintenir le cap. « *Chez nous, c'est démocratique* », plaide-t-il lors de la visite de la papeterie, en reconnaissant qu'« *il y a des camarades qui ne sont pas d'accord* ». « *Les syndiqués, vous l'aurez remarqué, ne sont pas tous au CCN*, signale-t-il. *Je m'appuie sur mes expériences de terrain et partout où je vais, [l'initiative] est très appréciée.* » Et de conclure : « *C'est la CGT qui s'ouvre. Plus on s'ouvre, mieux on se porte. Quand on discute tout seul, on est sûr d'avoir raison.* »

[Bertrand Bissuel](#) et [Raphaëlle Besse Desmoulières\(Grand-Couronne \(Seine-Maritime\), envoyée spéciale\)](#)